

Une justice barbare !

A *Résistance*, nous n'avons aucune sympathie pour Dominique Strauss-Kahn. Il est l'homme du capital mondialisé, accablant les peuples du monde, désorganisant les Etats nationaux, supprimant les services publics redistributeurs, imposant la loi du capital.

De plus, il était au centre d'une intrigue fomentée par la bourgeoisie française pour en faire leur président, déçue par la piètre prestation de leur ancien champion, Nicolas Sarkozy qui, à leurs yeux, amenait le pays au bord de la révolte, leur seule frayeur.

Cependant, l'affaire met en lumière la barbarie de ce que les étasuniens appellent leur justice. Dans cette justice-là, la recherche de la vérité n'est pas la préoccupation première : c'est, d'abord, une justice de vengeance. On n'est pas loin du goudron et des plumes !

On se plaint, à juste titre, de notre propre justice de classe, où il vaut mieux être voleur mais riche, qu'innocent mais pauvre ! Mais le système, imposant au juge d'instruction une enquête à charge et à décharge, est préoccupé, malgré tout, par la recherche de la vérité. Sarkozy a voulu leur suppression, précisément pour nous rapprocher de cette barbarie étasunienne.

L'Etat, donc, ne recherche pas la manifestation de la vérité : il accuse. A charge de l'accusé de se défendre, s'il le peut ! Devant une douzaine de jurés, chaque partie cherche à convaincre. La méthode inclut donc toutes les pressions possibles : sur les jurés, comme sur les témoins. En l'espèce, les « brillants » avocats de DSK vont probablement chercher à écrabouiller la plaignante pour montrer que leur client est innocent ! Et ça coûte cher de « prouver » ces choses-là : dans le cas de DSK, on parle de 200 000 dollars par mois !

Curieuse vision du monde, où tout humanisme est absolument exclu !

Cette méthode judiciaire archaïque permet, bien sûr, le coup monté : une accusation bien ficelée, ayant l'apparence de la réalité, est un piège qui englué l'accusé, sommé de se montrer innocent. Si c'était le cas dans cette affaire, d'où pourrait venir le coup ? Bien sûr, tout le monde pense à un montage franco-français lié à l'élection présidentielle. Mais le journaliste étasunien Mike Whitney y voit un piège de l'intérieur du FMI, où les prudentes réformes de DSK l'étaient encore trop pour le capital mondial. Thierry Meyssan a une thèse encore plus raide !

Mais, piège ou pas, l'affirmation d'une justice étasunienne qui traite de la même façon puissants et faibles est une fable.

Cela montre, au contraire, l'extrême violence au sein même de l'oligarchie : leur solidarité de classe se soude par l'expulsion ritualisée de l'un des leurs.

La déchéance, la prison ou la mort (cinq présidents assassinés depuis Abraham Lincoln en 1864, environ un tous les 30 ans !), est la sanction rédemptrice pour celui que l'oligarchie perçoit comme un danger.

Nouveau sur le site :



Gaza assiégé : un chirurgien témoigne

Une interview de Sylvia Cattori

La nullité des tribunaux pénaux internationaux

Par le Colonel Mouammar Khadhafi

Intervention de la Syrie au Conseil de Sécurité de l'ONU

Par Bashar Ja'afari, ambassadeur de Syrie auprès des Nations Unis

« Boycottons les élections ! » par Robert Bibeau

Du Parti Communiste du Canada

Derrière les victoires apparentes : en perspective la dérouté des valets de l'Empire. *Comité Valmy*

On ne meurt que deux fois !

Les étasuniens viennent de montrer qu'ils n'ont aucun recul, aucune distance, aucun regret de leur passé génocidaire. Ils ont, au 18^e siècle, inventé la fable, reprise depuis par les sionistes d'Israël, « d'une terre sans hommes, pour des hommes sans terre » : et ils ont massacré les Indiens. En fait, ils en sont toujours fiers ! L'attaque contre Ben Laden au Pakistan, nommée « opération Geronimo », qui fait le lien entre leur passé et leur présent, la liesse obscène des newyorkais après l'annonce de sa mort, laissent pantois !

Les guerres indiennes, menées dans des conditions indignes¹, restent leur modèle. Bâti sur des bases immorales, ce pays a le mensonge pour vérité.

Ben Laden a été leur agent dans leur lutte contre l'URSS. Après la disparition de celle-ci, Ben Laden a continué à être leur agent, pour singer un ennemi inventé, et justifier leur agression des peuples du monde au nom d'une soi-disant « lutte contre le terrorisme ».

Passons sur les circonstances supposées de cet assassinat², (ou exécution « extrajudiciaire »), où les dirigeants étasuniens, qui ont si souvent menti (souvenez-vous de l'Irak, mais aussi du Vietnam, du Chili, etc.), nous disent, la main sur le cœur, « ça s'est passé exactement comme on vous l'a raconté ! ».

Mais pourquoi le tuer maintenant, alors que depuis les années 90, il leur avait été si utile ?

C'est que la situation a changé. Les révoltes arabes, en Tunisie et en Egypte, n'étaient pas prévues au programme. Et l'islamisme n'y apparaît absolument pas ! C'est une très mauvaise surprise ! L'empire déclinant cherche à s'adapter.

Son « remodelage » du Moyen Orient va mal ! Son soutien inconditionnel à Israël ne lui permet plus, à lui seul, de contrôler les ressources régionales, et il lui faut intervenir directement en Afghanistan d'abord, puis en Irak, avec l'insuccès que l'on sait. Et il se voit impuissant à surmonter la →

PCF

Parti communiste français

résistance que lui opposent l'Iran (chiite), la Syrie (laïque), le Hezbollah libanais (chiite) et le Hamas palestinien (sunnite). De plus, les ressources régionales s'épuisent, et leur regard de pillards se tourne vers l'Afrique.

Alors « la lutte contre le terrorisme » devient « la lutte pour la démocratie ». Si Ben Laden avait un rôle à jouer dans la première stratégie, il n'en a aucun dans la nouvelle. Les pays arabes, qui, curieusement, incluent l'Iran, sont présentés par les étasuniens comme un tout homogène où doit triompher la démocratie, sauce impériale. Mais certains lui résistent, d'autres lui sont soumis (l'Arabie Saoudite, l'Égypte, la Tunisie, les Emirats, etc.). Deux tactiques sont mises en place. Pour la Tunisie et l'Égypte, pris de court, ils doivent lâcher les dictateurs qu'ils ont eux-mêmes mis en place, et veiller « à ce que tout change pour que rien ne change ». L'affaire est en cours, et les peuples n'ont pas dit leur dernier mot !

Pour les pays « amis » qui voient se développer des débuts de rébellion comme au Bahreïn et au Yémen, la répression est féroce. Mais c'est aussi l'occasion de chercher à déstabiliser des pays hostiles comme la Libye, la Syrie et l'Iran en prétendant soutenir « la démocratie » contre des « dictateurs ». Mais la méthode des « révolutions colorées » fonctionne mal dans des pays où il y a, certes, des contradictions de classe entre le peuple et la classe dirigeante, mais qui font corps face à l'ennemi commun. La guerre est nécessaire, ouverte en Lybie, sournoise en Syrie. Pour mener cette guerre, l'intervention directe est difficile pour l'empire déclinant qui fait donc appel à des auxiliaires. Les petits empires dévoués que sont le France et le Grande Bretagne peuvent rendre quelques services militaires, mais, sur le terrain, il faut bien quelques tireurs des toits assassinant des innocents.

Homme de main un jour, homme de main toujours, c'est dans ce but que quelques troupes rassemblées par Ben Laden pour justifier « la lutte contre le terrorisme », sont recyclées discrètement pour mener « la lutte pour la démocratie ». Mais Ben Laden lui-même, vu sa renommée antérieure, n'est pas recyclable !

Alors, il est mort !

1 L'historien américain Howard Zinn rappelle que « les gouvernements américains [ont] signé plus de quatre cents traités avec les Indiens et les [ont] tous violés, sans exception »

2 Selon certaines sources, il serait mort en 2001 des suites d'une insuffisance rénale.

Sarkozy à l'unisson avec Israël

Benjamin Netanyahu continue malheureusement de faire des émules. Le premier ministre israélien, attaché à convaincre les pays occidentaux d'empêcher la reconnaissance d'un État palestinien, semble avoir fait adhérer à son sinistre projet non seulement les États-Unis, mais aussi la Grande-Bretagne et l'Allemagne, et maintenant la France. Notre pays avait pourtant apporté il y a deux semaines son soutien à l'initiative de souveraineté palestinienne de Mahmoud Abbas. Et patatras. Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy annonce comme condition préalable que les Palestiniens doivent reconnaître à Israël le caractère d'État juif. Une condition que l'autorité palestinienne a refusée à plusieurs reprises dans le passé et à laquelle

elle souscrira encore moins dans le contexte de rapprochement entre le Fatah et le Hamas. Une chose que Netanyahu sait bien, comme il sait aussi qu'en imposant une telle condition à la paix, il pourra manipuler à sa guise l'opinion internationale en jouant sur le refus du futur gouvernement d'union nationale, et ce bien qu'il n'ait jamais été question de cette clause-là dans les accords de paix signés avec les autres pays arabes.

Et pourtant, le mouvement islamique qui contrôle Gaza a respecté le cessez-le-feu avec Israël, qui a au contraire continué ses provocations dans les enclaves palestiniennes avec de continuelles incursions des forces armées à l'intérieur de la bande de Gaza.

Mais de ça, la communauté internationale n'en tiendra pas compte au moment de faire le bilan avant de voter la reconnaissance de l'État palestinien, comme elle a déjà oublié le bilan des l'opération Plomb durci (B'Tselem, ONG israélienne qui a mené ses propres recherches, affirme que 1.387 Palestiniens ont été tués au cours des trois semaines de conflit. Parmi elles, "773 n'ont pas pris part aux hostilités, y compris 320 mineurs et 111 femmes"

C'est pour cela qu'Ismaïl Haniyeh, un des dirigeants historiques du Hamas, a lancé un appel aux différents groupes armés afin qu'ils respectent l'armistice avec Israël, en offrant ainsi la possibilité au futur exécutif de remplir son devoir sans fournir à ses rivaux le prétexte de les attaquer. En outre, pour bien montrer à l'Occident les dispositions pacifiques du mouvement islamique, le chef du gouvernement de la bande de Gaza a tenu à préciser qu'il ne se portera pas candidat au poste de chef du prochain exécutif, et que celui-ci sera tenu par des techniciens dont le seul but sera d'organiser les prochaines élections. Une précaution rendue nécessaire par les sempiternelles polémiques des ministres israéliens sur l'aptitude du Hamas à gouverner. Polémiques reçues cinq sur cinq et relayées à l'envi par les États-Unis et leurs alliés.

La question est malheureusement simple : les États-Unis, l'union européenne et Israël ne veulent pas discuter avec le Hamas, et se réfugient derrière toutes sortes de provocations, politiques et armées, pour pousser la résistance palestinienne à faire un faux pas. Ce qui mettrait finalement fin à la réconciliation et à l'espoir de voir naître un jour l'État de Palestine... Et qui permettrait à Netanyahu et consorts de continuer à faire de Gaza et de la Cisjordanie un gigantesque camp de concentration à ciel ouvert.

Capitaine Martin

Le Comité Culturel pour la Démocratie au Bénin communique :

Non au droit des plus forts de frapper sur les faibles

Depuis quelques mois, l'OTAN, les USA, l'Angleterre, la France, et beaucoup d'autres pays satellites, déversent des tonnes de bombes sur la Libye. (...) [pour] mettre en place un régime soi-disant démocratique avec au besoin, l'assassinat du Colonel KHADAFI. Déjà des soldats sont à l'œuvre sur terre pour ce plan.

C'est avec les mêmes mobiles que la France est intervenue en Côte-d'Ivoire pour bombarder la résidence officielle de GBAGBO pour mettre OUATTARA à sa place. Dans les deux cas, on assiste à la politique de la canonnière digne du 19^{ème} siècle où des grandes puissances vont dicter leur loi aux pays faibles (...)

RESISTANCE

Directeur de publication : Daniel Rougerie

Résistance est un collectif de membres du Parti Communiste Français (fédération du Nord, section de Lille). Les articles publiés dans Résistance n'engagent que leurs auteurs.

Correspondance : resistance-politique@hotmail.fr